

Compte rendu
**Conférence et débat du 20 mars 2025 autour de
Marc Raffinot**

« Le FCFA, le zébu, et la kalachnikov.

Questions sur la création d'une monnaie commune au Mali, Burkina Faso et Niger »,

François Giovalucchi, Marc Raffinot

(Dauphine Université UMR LEDA /DIAL/IRD, document de travail DT/2024-05)

Présents : Marc Raffinot, Monique Amaudry, Michèle Bailly, Olivier Lambert, Jean Baneth, Bernard Salomé, Pierre Lazar, Jean-Pierre Chauffour, Kako Nubukpo, Jean-Louis Terrier, Patrice Dufour, Bernard Snoy, Charlie Garrigues, Jean-Marie Cour, Armand Rioust de Largentaye

en ligne : Serge Michailof

excusés : Olivier Lafourcade, Paul Grosjean-Nokin, Michel Petit, Christian Fauliau

L'objet du document ([disponible en ligne](#)) était d'évaluer les impacts de la nouvelle monnaie envisagée des pays membres de l'Alliance Economique du Sahel (AES : Mali, Burkina Faso, Niger), sur l'Afrique de l'Ouest et sur la France. A cette fin, les auteurs ont analysé les différentes interrelations qui concernent les pays AES (diapo 3), corridors, migrants, investissements, dettes, etc. Le diaporama, qui n'a pu être projeté, est joint au présent compte rendu.

Les pays de l'AES sont dépendants du Nigeria et de la Côte d'Ivoire notamment pour leur approvisionnement en électricité (diapo 7), dépendance qu'a soulignée la coupure de l'approvisionnement du Nigeria au Niger. Les échanges commerciaux utilisent les corridors vers les ports (diapos 8 et 9). En particulier, l'activité du port de Lomé explique la tendance du Togo à se rapprocher des pays AES. En revanche, les pays AES ont relativement peu d'échanges entre eux (diapo 10), signe de l'échec de l'UEMOA.

La situation financière des pays AES n'est pas mauvaise (diapos 4 et 13 montrant les actifs extérieurs nets) malgré leur médiocre croissance économique (diapo 6). Les transferts des migrants, résidant notamment en Côte d'Ivoire et au Nigeria (diapo 11) contribuent à l'équilibre des paiements extérieurs. Les pays bénéficient aussi de quelques financements de la BOAD (Banque Ouest Africaine de Développement) (diapo

12) mais les Etats se financent beaucoup sur le marché financier sous-régional (considéré comme de la dette intérieure, puisque libellée en FCFA). Malgré le fait que les émissions sur ce marché soient essentiellement souscrites par les banques du pays émetteurs, La Côte d'Ivoire détient des créances sur les pays de la zone – l'inverse étant vrai, mais pour des montants plus faibles (diapo 14).

Les prévisions du FMI ne laissent pas apparaître des déséquilibres de la balance des paiements (diapo 4 et 15), en raison de l'importance croissante des exportations d'or (Mali et Burkina Faso) et de pétrole (Niger). Mais ces prévisions sont « standard », théoriques (notamment en ce qui concerne les exportations informelles), et ne permettent pas de prévoir la fuite des capitaux, à craindre dans une région qui comprend une monnaie convertible (le CFA). Par ailleurs, les pays du Sahel présentent un risque fiscal important dès lors que leur taux de prélèvement (10-11% au Niger) est faible alors que leurs besoins de dépenses publiques sont criants.

Les premiers échanges avec la salle ont porté sur l'impact de la présence russe, le poids relatif des trois pays AES, la disparition des exportations d'uranium du Niger, les exportations d'or difficiles à suivre statistiquement, et les réalités sociologiques différentes des trois pays. Jean Baneth a évoqué les Banques centrales pour demander si elles agiraient dans l'intérêt public, sans quoi le sort de la nouvelle monnaie serait vite compromis.

Pour Jean-Pierre Chauffour, la monnaie peut au mieux créer les conditions de stabilité nécessaire au développement économique, et au pire ruiner par son instabilité tout effort de développement. Par ailleurs, toute gestion monétaire se trouve confrontée au "triangle d'incompatibilité" selon lequel, dans un contexte international, une économie nationale ne peut pas simultanément avoir un régime de change fixe, disposer d'une politique monétaire autonome, et permettre la libre circulation des capitaux. En l'absence d'assurance d'une gouvernance saine et de crédibilité d'une gestion prudente, J.P. Chauffour voyait les risques importants inhérents à la création d'une nouvelle monnaie sahélienne.

Kako Nubukpo est intervenu longuement pour souligner, dans les interventions qui précédaient la sienne, l'économie politique de la situation et attirer l'attention sur la portée régionale des enjeux. Le franc CFA était certes perçu comme servant l'intérêt des élites politiques ayant accès au marché des changes, tandis que, pour lutter contre les djihadistes, les militaires se sentaient démunis, mal servis (« nous avons besoin d'armes alors que les élites boivent du champagne »). Les militaires en voulaient donc à la gouvernance politique de leurs Etats respectifs, gouvernance dont le système monétaire du CFA était une illustration éclatante pour eux de la servitude volontaire

des gouvernants civils. En Côte d'Ivoire aussi, les producteurs de café et de cacao se plaignaient de la détérioration des infrastructures et des services publics. Quant à la jeune génération, en l'absence d'autres perspectives, elle embrassait volontiers la cause des militaires.

Que faire dans l'immédiat ? Beaucoup estiment que les pays africains n'ont pas besoin de la garantie française si c'est pour constater les résultats économiques décevants 65 ans après la création de la zone CFA. Ces résultats sont d'autant moins satisfaisants pour les pays du Sahel, observe Kako Nubukpo, que l'avantage géographique des pays côtiers n'est pas corrigé (avec le cas particulier du Togo qui entretient un corridor important et a besoin de surcroît d'une étroite coopération militaire avec les trois Etats de l'AES pour sécuriser le nord de son territoire).

Le président Macron, en proposant de changer le nom de la monnaie en Eco, au lieu de franc CFA, a voulu retirer un irritant, mais au prix d'une confusion avec le projet parallèle de monnaie unique de la CEDEAO. Quant à la garantie française, si elle était abandonnée, certains dirigeants des pays de l'UMOA ne seraient pas disposés à accepter la garantie de rechange qui serait de fait ivoirienne. La France a sans doute fait l'erreur du paternalisme en s'impliquant dans la zone CFA (telle est du moins une perception répandue) mais à l'issue de la discussion, il était difficile d'apercevoir la bonne piste de sortie.

Kako Nubukpo estimait que l'enjeu concernait l'avenir de toute la région car un abandon, cette fois groupé, du franc CFA ruinerait l'unité géographique de l'UEMOA et donc la libre circulation des biens et des personnes. Pour Kako Nubukpo, la fin du franc CFA, qui avait commencé avec l'Indochine et le Maghreb, était inscrit dans la logique de l'Histoire.

(Diaporama joint)